

FICHE AMENDEMENT

Partie II - Titre B

Proposition d'amendement à l'Article : 14

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.

Qualité : - Membre titulaire

Article 14

1. Les États membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes les positions de l'Union. Le Ministre des Affaires étrangères de l'Union assure l'organisation de cette coordination.

Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les positions de l'Union.

2. Sans préjudice du paragraphe 1 et de l'article 6, paragraphe 3 de ce Titre, les États membres représentés dans des organisations internationales ou des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas tiennent ces derniers informés de toute question présentant un intérêt commun.

Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations unies se concerteront et tiendront les autres États membres pleinement informés. Les États membres qui sont membres du Conseil de sécurité défendront, dans l'exercice de leurs fonctions, les positions et les intérêts de l'Union, sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la charte des Nations unies.

Lorsque l'Union a défini une position **convergente de ses membres** sur un thème à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les États membres qui y siègent demandent que le Ministre des Affaires étrangères soit invité à présenter la position de l'Union.

Explication éventuelle :

Renforcer la visibilité de l'Union au sein du Conseil des Nations Unies est un objectif pertinent, à condition de ne pas le prendre à témoin des divergences des États membres de l'Union sur la gestion des crises internationales majeures.

En conséquence, il ne faut obliger les États membres qui siègent au Conseil de sécurité des Nations Unies, à demander au Ministre des Affaires étrangères de lui présenter la position de l'Union que si ses États membres sont parvenus à définir une position convergente, lui permettant d'agir selon une ligne directrice claire.